



OBSERVATOIRE
de la Turquie et de
son environnement
géopolitique

LA TURQUIE FACE À LA GUERRE EN IRAN : UN ACTEUR CLÉ QUI POURRAIT CHANGER L'ÉQUATION

Tolga Bilener / Directeur du Centre de recherches
stratégiques de l'Université Galatasaray (Istanbul)

Mars 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Tolga Bilener / Directeur du Centre de recherches stratégiques de l'Université Galatasaray (Istanbul)

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS, l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique se propose de contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politiques, sociales, économiques, culturelles et géopolitiques de la Turquie contemporaine.

Inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique se veut un vecteur du nécessaire débats d'idées concernant ce pays. Soucieux de créer des synergies, l'Observatoire a d'ores et déjà acté des partenariats avec le Centre de recherche économique et social (BETAM) de l'Université de Bahçesehir d'Istanbul et avec le Club du Millénaire, association de réflexion créée à l'initiative d'étudiants d'universités françaises et étrangères.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalité politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

« *Nous ne sommes pas un pays qui se laisse facilement provoquer. Dieu merci, nous n'avons aucune difficulté à défendre notre propre sécurité. Mais nous savons aussi très bien ce que signifie céder à la provocation et être entraîné dans une guerre* ». C'est par ces mots que le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a exprimé, le 7 mars 2026, la position d'Ankara face à la guerre au Moyen-Orient, laquelle a bouleversé les équilibres déjà fragiles dans toute cette région. Une position réitérée le 10 mars par le président turc Recep Tayyip Erdoğan lors d'un appel téléphonique avec son homologue iranien Massoud Pezeshkian. Le président turc a souligné lors de l'entretien que la Turquie était affectée négativement par des conflits auxquels elle n'est pas partie et que la violation de l'espace aérien ne saurait être tolérée.

Depuis près de deux semaines et les débuts de la guerre opposant les États-Unis et Israël à l'Iran, la Turquie observe ce conflit depuis une position délicate : géographiquement proche, politiquement et économiquement concernée, mais militairement en dehors de l'opération. Les autorités turques ont multiplié les appels à la retenue depuis le 28 février, tout en surveillant attentivement les effets collatéraux du conflit dans toute la région.

Un incident récent illustre cette tension. Un missile iranien a été intercepté le 9 mars alors qu'il est entré dans l'espace aérien turc. Ankara affirme avoir immédiatement pris contact avec les autorités iraniennes pour clarifier l'incident. Les Iraniens ont précisé que la Turquie n'était nullement ciblée, et les responsables turcs ont semblé accepter la possibilité d'une erreur de trajectoire. Le message envoyé par Ankara est clair : la Turquie ne souhaite pas être entraînée dans cette guerre, mais elle ne tolérera aucune atteinte à sa souveraineté.

Cette prudence stratégique reflète la position traditionnelle d'Ankara dans les crises régionales impliquant l'Iran : éviter l'escalade directe tout en préservant sa capacité de réaction. Dans ce conflit déjà riche en risques d'extension, la Turquie est pourtant un acteur clé dont l'implication pourrait modifier profondément la suite des événements.

LE FUNAMBULISME DIPLOMATIQUE

Depuis des siècles, la Turquie entretient avec l'Iran une relation faite à la fois de rivalité et de coopération. Les deux pays partagent une frontière terrestre de 550 km, et même si l'affirmation selon laquelle cette frontière n'aurait pas bougé depuis le traité de Qasr-i Chirin (1639) tient plutôt de la légende, savamment entretenue par les deux parties, il est vrai qu'il n'y a pas eu de guerre entre eux depuis 1823. Actuellement, avec un volume d'échanges commerciaux d'environ 6 milliards de dollars par an, la Turquie et l'Iran partagent des intérêts

économiques importants, notamment dans les domaines énergétique et commercial. L'Iran fournit 13 % du gaz naturel consommé par la Turquie, alors que cette dernière est une destination touristique importante pour les Iraniens (3,5 millions de visiteurs en 2025), lesquels n'ont pas besoin de visa pour franchir la frontière. Une liaison ferroviaire entre Van et Téhéran avait même été relancée en mars 2025 afin de soutenir ces flux touristiques, suspendue dans le contexte actuel. Sur le plan géopolitique, malgré leurs désaccords sur plusieurs dossiers régionaux ces dernières années, en Syrie ou dans le Caucase, Ankara et Téhéran ont systématiquement cherché à éviter une confrontation directe.

L'extension du conflit actuel oblige cependant la Turquie à un véritable funambulisme diplomatique. D'une part, les relations entre la Turquie et Israël, fortement dégradées depuis le début de la guerre à Gaza, rendent politiquement impossible tout alignement d'Ankara sur l'opération en cours. D'autre part, la Turquie entretient un partenariat stratégique très étroit avec l'Azerbaïdjan, pays qui s'est considérablement rapproché d'Israël ces dernières années, et qui a été à son tour frappé par l'Iran. Bakou hausse le ton en évoquant son droit à la légitime défense et compte sur le soutien de la Turquie. Les effets du conflit commencent à se faire sentir en Méditerranée orientale aussi : Chypre, qui abrite deux bases militaires souveraines britanniques, a été touchée par des frappes et Ankara a décidé de renforcer sa présence militaire sur la partie turque de l'île en envoyant notamment six avions F-16, alors que l'Union européenne (UE) se montre solidaire du gouvernement chypriote en déployant des forces navales. À Ankara, la visite d'Emmanuel Macron, le 9 mars, a aussi été observée avec attention, dans la crainte que la crise actuelle ne soit utilisée comme prétexte pour modifier l'équilibre militaire dans la région.

La Turquie se montre par ailleurs préoccupée par les conséquences potentielles d'un enlisement du conflit et les effets déstabilisateurs d'une dégradation durable de la situation intérieure iranienne. Sur le plan humanitaire et migratoire, Ankara redoute notamment l'émergence de nouveaux flux de réfugiés et de migrants transitant par l'Iran ou en provenance de ce pays, venant s'ajouter aux pressions migratoires déjà existantes dans la région. Sur le plan sécuritaire, une fragilisation des structures étatiques iraniennes pourrait également créer des espaces favorables à la résurgence ou à la reconfiguration de réseaux terroristes et de groupes armés non étatiques, notamment kurdes, susceptibles d'exploiter le désordre. Par ailleurs, les autorités turques craignent qu'un affaiblissement prolongé des capacités de contrôle de l'État iranien ne facilite l'expansion de routes illicites, notamment celles liées au narcotrafic depuis l'Afghanistan. En effet, la déstabilisation profonde de l'Iran ne constituerait pas seulement un problème interne pour ce pays, mais un facteur de perturbation majeur pour l'ensemble de la sécurité régionale, avec des effets en chaîne.

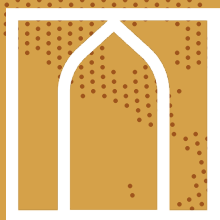
LE FACTEUR OTAN

Enfin, facteur supplémentaire, la Turquie est un pays membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et accueille des bases militaires de l'Alliance atlantique, notamment celle d'Incirlik près de la frontière syrienne qui abrite des armes nucléaires américaines. L'armée turque est la deuxième en effectifs de l'OTAN, appuyée par une industrie de défense de plus en plus robuste, donc nul doute que si l'Iran venait à cibler directement la Turquie, Ankara possède les moyens militaires de riposter durement. Mais surtout, en tant que membre de l'OTAN, elle pourrait invoquer l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, afin de déclencher les mécanismes de la défense collective.

Une telle évolution aurait pour effet immédiat de faire basculer ce conflit dans une tout autre dimension stratégique, en le transformant en une crise susceptible d'impliquer directement l'ensemble des 32 pays membres de l'OTAN. Dans ce scénario, la logique d'escalade dépasserait le cadre régional pour s'inscrire dans une tout autre dynamique. Autrement dit, la position de la Turquie face à la guerre en Iran ne relève pas uniquement d'un calcul de politique moyen-orientale ou d'un positionnement diplomatique vis-à-vis des acteurs régionaux : elle s'inscrit dans l'architecture de sécurité euro-atlantique. La posture turque apparaît ainsi comme un paramètre susceptible de transformer une crise régionale en une épreuve pour l'ensemble de l'Alliance.

Pour l'instant, même si Ankara s'efforce de rester en dehors de cette guerre, et jouer plutôt un rôle d'apaisement et de médiation, une éventuelle décision de la Turquie d'y entrer, volontairement ou par escalade, constituerait le véritable tournant stratégique de cette crise.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.